

**ARRETE PREFECTORAL
DANS LE CADRE DE L'APPEL A PROJET « PAEC 2027 » RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DES
PROJETS AGRO-ENVIRONNEMENTAUX ET CLIMATIQUES SELECTIONNES DANS LE CADRE
DE LA PROGRAMMATION PAC 2023-2027**

Le Préfet de la région Hauts-de-France,

Préfet du Nord

VU le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les Etats membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

VU le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment les articles D.341-6-1 à D. 341-6-9, D.371-8-1 et D.373-8-1 relatifs aux mesures agroenvironnementales et climatiques et aux mesures en faveur de l'agriculture biologique ;

VU la décision d'exécution de la Commission européenne du 31 août 2022 portant approbation du plan stratégique relevant de la PAC 2023-2027 de la France en vue d'un soutien de l'Union financé par le Fonds européen agricole de garantie et le Fonds européen agricole pour le développement rural ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 modifiée de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 78 ;

VU le Plan Stratégique National (PSN) approuvé par la Commission Européenne en date du 31 août 2022 et accessible dans sa globalité sur le site du MASA (<https://agriculture.gouv.fr/pac-2023-2027-le-plan-strategique-national>) ;

VU le régime cadre notifié SA 108057 relatif aux aides à la coopération dans le secteur agricole pour la période 2023-2029 ;

VU le régime cadre exempté SA 109081 relatif aux aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2023-2029

VU le régime cadre exempté SA 108940 relatif aux aides à l'échange de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2023-2029 ;

VU le décret n° 2023-246 du 3 avril 2023 relatif aux mesures agroenvironnementales et climatiques et aux aides en faveur de l'agriculture biologique ;

VU le décret n° 2026-595 du 6 juillet 2026 relatif à la durée d'engagement des mesures agroenvironnementales et climatiques et des aides en faveur de l'agriculture biologique ;

VU l'arrêté du 21 avril 2023 paru au Journal Officiel le 25 avril 2023 relatif aux mesures agroenvironnementales et climatiques et aux aides en faveur de l'agriculture biologique ;

VU l'arrêté du 11 mai 2026 modifié le 24 juillet 2026 relatif aux mesures agroenvironnementales et climatiques et aux aides en faveur de l'agriculture biologique pour la campagne 2026 de la politique agricole commune ;

VU l'arrêté préfectoral du 03 avril 2026 portant délégation de signature au titre des articles 10 et 75 du décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique à Monsieur Paul MENNECIER, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt pour l'ordonnancement secondaire du budget de l'Etat ;

VU l'arrêté de subdélégation de signature à certains agents de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Hauts-de-France en date du 18 mai 2026 ;

VU l'instruction technique n° DGPE/SDPAC/2023-472 du 26/07/2023 relative aux mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et aux aides en faveur de l'agriculture biologique de la programmation 2023-2027 de la politique agricole commune (PAC)

VU l'instruction technique n° DGPE/SDPAC/2025-565 du 02/09/2025 relative aux Actions d'animation relatives aux mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et à l'agriculture biologique pour la période 2023-2027

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}: Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC)

Dans le cadre du Plan Stratégique National (PSN) de la politique agricole commune (PAC) 2023-2027, des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) pourront être mises en œuvre en Hauts-de-France. Elles permettront aux agriculteurs situés sur les territoires à enjeux environnementaux de la région de souscrire à des engagements environnementaux sous forme de contrats de 3 ans.

Les MAEC surfaciques sont à mettre en œuvre uniquement via des projets territoriaux appelés PAEC (projets agro-environnementaux et climatiques), construits à partir des enjeux environnementaux identifiés sur les territoires cadrés par l'appel à projets lancé par cet arrêté préfectoral.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté présente les quatre types de demandes qui pourront être déposées :

1. Ouverture de nouveaux PAEC en 2027 ;
2. Modification d'un PAEC existant ;
3. Fermeture d'un PAEC ;
4. Demande de prolongation de la convention.

La période de dépôt des demandes est fixée à compter du 31 août 2026 jusqu'au 18 octobre 2026 (23h59). L'ensemble des informations figureront dans l'article « AAP PAEC 2027 », dans le dossier « MAEC », sur le site internet de la DRAAF Hauts-de-France.

Le dépôt de dossier devra s'effectuer sur la plateforme « Démarche Numérique » à l'adresse suivante : <https://demarche.numerique.gouv.fr/commencer/appele-a-projet-paec-2027>

ARTICLE 3 :

Les conditions d'éligibilité, les livrables attendus et les critères de sélection sont précisés dans l'appel à projet.

L'ensemble des documents ressources sont mis à disposition sur le site internet de la DRAAF Hauts-de-France, à savoir :

- L'arrêté préfectoral précisant le cadre de cet AAP « PAEC 2027 »
- Le texte de l'AAP « PAEC 2027 »
- Le catalogue des MAEC régionales ouvertes en fonction des zones à enjeux
- La carte des zones à enjeux régionales
- La trame de rapport pour l'ouverture d'un PAEC
- La trame de tableur pour l'ouverture d'un PAEC
- La trame de tableur pour la modification du catalogue d'un PAEC existant
- La carte des PAEC de la campagne MAEC 2026 en format SIG et en format interactif

ARTICLE 4 : Modalités de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 : Exécution

Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et la directrice régionale de l'agence de services et de paiement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Amiens, le 31/08/2026

Pour le préfet, par subdélégation,
La cheffe adjointe du Service Régional de la
Performance Economique et
Environnementale des Entreprises

Ea DELATTRE

